

LE JOUR

D'ALGERIE

Marche de la communauté universitaire à Béjaïa

Les revendications du hirak réitérées

Page 16

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5314 - Mercredi 3 mars 2021 - Prix : 10 DA

Pour passer à un nouveau modèle économique

Djerad : le soutien aux start-up et à l'innovation, une priorité du gouvernement

Page 3

Le chantage américain à l'égard de l'Arabie saoudite

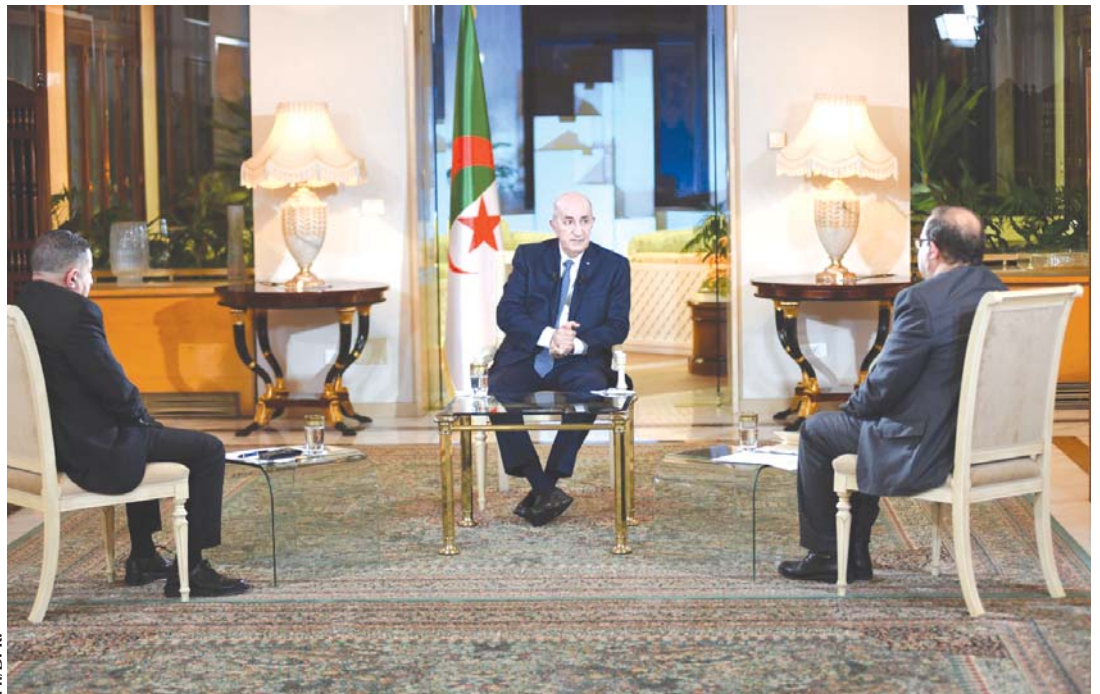
Par Mohamed Habili

Après la publication du rapport du renseignement américain sur l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, dans lequel est pointée la responsabilité du prince héritier, Mohammed Ben Salmane, en fait du dirigeant effectif de l'Arabie saoudite, les Américains avaient fixé pour hier lundi le jour où ils dévoileraient les sanctions qu'ils estimaient devoir prendre contre lui. Autrement dit le sort qu'ils comptaient lui réserver. Ce jour est arrivé, mais sans qu'aucune sanction de cet ordre n'ait été annoncée par eux. Est-ce à dire que la réalpolitik, ou l'amitié, ont une fois de plus prévalu entre les deux pays ? Qu'une page, à peine ouverte est déjà en train d'être tournée, et qu'une fois qu'elle aura été entièrement, tout redeviendra comme avant entre eux ? Non, parce que si leurs porte-parole n'ont en effet fait état d'aucune sanction, ils ont néanmoins déclaré que leur pays se réservait le droit de le faire ultérieurement. L'épée suspendue au-dessus de la tête du prince saoudien n'est donc pas rabaissée. Elle reste aussi menaçante qu'auparavant. Or il n'est pas d'amitié qui puisse survivre à une telle épreuve, à une telle crise. Tout porte à penser au contraire que les relations entre les deux pays ne seront plus jamais les mêmes, qu'elles ont subi ces jours-ci un dommage dont elles auront le plus grand à se relever, à supposer qu'elles le puissent jamais.

Suite en page 3

Face à la presse, Tebboune n'a pas écarté l'éventualité

Les élections législatives et locales à la même date



Ph.D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, n'a pas écarté l'éventualité d'organiser les élections législatives et locales le même jour, sans fixer de date définitive à ces échéances. Il s'agit d'une «revendication légitime» de la classe politique, a-t-il estimé, lors d'une entrevue accordée lundi soir à des responsables de médias nationaux. Page 2

Energies renouvelables

La CAPC veut contribuer à l'émergence de «champions locaux»

Page 4

Du 11 au 21 mars

14^e Festival national du théâtre professionnel à Alger

Page 16

Face à la presse, Tebboune n'a pas écarté l'éventualité

Les élections législatives et locales à la même date

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, n'a pas écarté l'éventualité d'organiser les élections législatives et locales le même jour, sans fixer de date définitive à ces échéances. Il s'agit d'une «revendication légitime» de la classe politique, a-t-il estimé, lors d'une entrevue accordée lundi soir à des responsables de médias nationaux.

Par Meriem Benchaouia

Il a en outre assuré que les prochaines élections «ne ressembleront en rien à celles du passé», lesquelles, a-t-il dit, seront organisées loin de «l'argent, sale ou pas», estimant que le taux de participation «n'aura aucun impact sur les résultats de ces élections étant donné que de telles échéances ne réalisent pas de forts taux de participation à travers le monde». Evoquant la grâce présidentielle décrétée dernièrement au profit de certains détenus, le chef de l'Etat a indiqué que cette décision «a été prise en position de force», partant du principe de «la promotion du pardon», ajoutant qu'«il fallait prendre des décisions à l'encontre de ceux qui ont été placés en détention avant la présidentielle de 2019». Il a estimé, dans ce sillage, que «le nombre des détenus d'opinion ne dépasse pas deux ou trois, alors que la majorité des personnes libérées sont inculpées pour diffamation et outrage à l'encontre des institutions», appelant tous ceux qui veulent prendre part à la gestion des affaires du pays à participer aux prochaines échéances. Indiquant que l'argent sale «ronge encore la société et dont l'ampleur sera révélée au grand jour grâce aux investigations», le président de la République a mis en garde contre «une contre-révolution qui recourt à l'argent sale et à des personnes en connivence avec d'autres qui sont détenues», jurant qu'ils «payeront le prix cher» pour leurs actes. Evoquant l'élection du président du Conseil de la nation, il a précisé qu'en sa qualité de président de la République, il ne pouvait s'ingérer dans les affaires d'une instance législative, ajoutant qu'il croit en «les équilibres naturels», tandis que «les équilibres artificiels ne durent pas».

Le changement profond du gouvernement interviendra après les législatives

Evoquant le dernier remaniement ministériel partiel, le chef de l'Etat a rappelé qu'il n'a pas voulu opérer un changement total du gouvernement «par respect au peuple», ajoutant qu'un changement profond du gouvernement interviendra après les prochaines élections législatives, «en fonction de l'issue de ces échéances». Et de rappeler que le remaniement ministériel partiel a ciblé certains secteurs dont les actions «n'ont pas donné les résultats escomptés sur le terrain, notamment en ce qui a trait

à la vie quotidienne des citoyens», précisant que 70 % des projets qu'ils a ordonnés dans les zones d'ombre et enclavées «concernent des problèmes de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable, et vu que le ministère des Ressources en eau n'avait pas agi, il était plus que nécessaire de changer le ministre, de même pour les secteurs de l'Energie et de l'Industrie, d'autant que nous avons adopté une nouvelle politique d'industrialisation qui n'a pas donné ses fruits».

Rationaliser les dépenses et encourager l'investissement

Par ailleurs, le président de la République a mis l'accent sur l'impératif de rationaliser les dépenses et encourager la production et l'investissement nationaux afin de relancer l'économie nationale et assurer au pays une situation financière confortable. En réponse à une question sur le projet du nouveau code de l'investissement, le Président Tebboune a indiqué que la première mouture «n'a pas encore été présentée ni au gouvernement, ni au Conseil des ministres», soulignant que la nouvelle politique de l'investissement «repose sur la suppression de tout ce qui a trait à l'idéologie purement économiques». Concernant les relations entre l'Algérie et la France, le président de la République a affirmé qu'elles étaient «bonnes», loin du complexe d'ancien colonisateur, soulignant l'existence de lobbies en France qui cherchent à saper ces relations. A une question sur le dossier de la Mémoire, le Président Tebboune a fait remarquer que «les bonnes relations de l'Algérie ne sauraient être au détriment de l'Histoire ou de la mémoire».

L'Algérie n'enverra pas ses troupes au Sahel

Le chef de l'Etat a affirmé que l'Algérie n'allait pas envoyer ses troupes au Sahel et qu'elle n'était pas disposée à envoyer ses enfants à l'étranger pour se sacrifier pour autrui. «L'Algérie est une véritable force de frappe en Afrique. Notre armée est forte et nous avons réussi à préserver notre prolongement en Afrique et ailleurs. Il n'est pas question d'envoyer les enfants du peuple pour se sacrifier pour autrui. Cette décision sera prise en cas de besoin de dissuasion», a-t-il souligné. Il a affirmé, par ailleurs, que l'Algérie «se rétablit aujourd'hui à l'intérieur et à l'étranger, sa voix est entendue et reprend ses forces avec le respect dû aux



PH/D. R.

état de santé

autres sans toutefois céder, ne serait-ce qu'un iota de ses prérogatives ou de sa souveraineté». Sur le volet international, le chef de l'Etat a soutenu que l'Algérie entretenait d'excellentes relations avec les Etats-Unis, l'Union européenne et avec les frères du Golfe, et ce, en dépit des divergences dans les vues. Elle voue toute la sympathie aussi au souverain saoudien, serviteur des deux lieux saints de l'Islam. Réitérant la position de l'Algérie vis-à-vis de la cause sahraouie, le Président Tebboune a assuré que l'Algérie «n'abandonnera pas la question du Sahara occidental». Pour ce qui est du Sommet arabe qui devait se tenir à Alger en 2020, le président de la République a souligné que ce «sommet est reporté jusqu'à la fin de la pandémie». D'autre part, le chef de l'Etat a affirmé que l'Armée nationale populaire (ANP) «a atteint un niveau de professionnalisme qui la tient à l'écart de la politique. C'est une armée disciplinée qui applique les instructions du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale». «L'ANP est mon plus fort soutien. Elle protège la patrie, la Constitution et les frontières, et sans elle les terroristes auraient pu infiltrer les marches populaires», a soutenu le Président Tebboune, expliquant que «ce sont l'Armée et les services de la sécurité qui veillent à protéger le peuple pour qu'il puisse s'exprimer librement».

«Les revendications du Hirk populaire authentique satisfaites pour la plupart»

Abdelmadjid Tebboune a affirmé que les revendications du

Hirk populaire authentique «ont été satisfaites pour la plupart». «Au deuxième anniversaire du Hirk populaire, le peuple est sorti pour commémorer cette occasion, une partie est sortie toutefois pour d'autres raisons qui ne sont pas toutes en phase avec les revendications du Hirk authentique», a-t-il déclaré. Il a rappelé, dans ce cadre, que les revendications du Hirk authentique ont été satisfaites pour la plupart telles que l'annulation du 5^e mandat, le changement du gouvernement et la dissolution du Parlement. Interrogé sur une revendication portée par la majorité des démocrates dans le monde et appelant à une gouvernance «civile» et à laisser la politique aux politiciens, le président de la République a indiqué que ce slogan «n'a pas changé depuis 15 ans, soit depuis que cette catégorie a commencé à suivre des stages dans des pays africains et européens où on leur enseigne comment renverser le système de l'intérieur en utilisant le slogan "Etat civil et non militaire" et autres». «Le régime algérien est bien défini aujourd'hui. Le peuple algérien est sorti dans les rues et nous avons réalisé ses revendications».

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 175 nouveaux cas et 4 décès

L'ALGERIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, le même nombre qu'hier (4), portant à 2 991 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une remontée, avec 175 cas, soit 12 cas de plus par rapport au bilan d'hier (163), pour atteindre, au total, 113 453 cas confirmés.

R. N.

Des sites électroniques d'un pays voisin à l'origine des rumeurs sur mon

Pour passer à un nouveau modèle économique

Djerad : le soutien aux start-up et à l'innovation, une priorité du gouvernement

■ Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a mis en avant l'importance de soutenir et d'encourager les start-up pour faire émerger un nouveau modèle économique basé sur les nouvelles technologies et l'économie de la connaissance.

P.H.D. R.



Par Louisa Ait Ramdane

L'accompagnement de projets innovants pour les jeunes fait partie des priorités du gouvernement pour l'année en cours. Pour lancer un nouveau modèle économique, le Premier ministre a souligné que le soutien aux start-up est l'un des piliers pour atteindre cet objectif. Lors de l'inauguration de l'accélérateur de start-up «Algeria Venture» basé au niveau du Parc des Grands Vents de Ouled Fayet, Douonia Parc, à Alger, le Premier ministre a souligné que le secteur des start-up constitue une des priorités du programme présidentiel pour faire émerger un nouveau modèle économique. Pour soutenir ces start-up dans leurs processus de développement, il a fait état du soutien de l'Etat avec des moyens logistiques et financiers

et un mode de gestion qui s'appuie sur les standards internationaux de performance et de compétitivité. Le Premier ministre a souligné la volonté des autorités à promouvoir les énergies renouvelables pour faire de l'Algérie un pôle d'excellence en Afrique en la matière, expliquant que l'Algérie est aujourd'hui confrontée à de grands défis économiques et sociaux qui nécessitent d'être relevés en intégrant les connaissances et l'innovation dans la formulation de toute vision ou stratégie de développement en soutenant les start-up, d'autant qu'un cadre réglementaire et juridique a été mis en place pour encadrer leurs activités et un fonds d'investissement a été créé pour les financer.

La numérisation doit constituer la base

du développement économique du pays

Le Premier ministre a souligné que «la numérisation doit constituer la base du développement économique du pays, notamment dans le secteur logistique où elle doit contribuer à réduire les coûts et améliorer la compétitivité des produits nationaux». «La numérisation est indispensable pour moderniser notre économie, il faut travailler sur cet aspect pour permettre à nos produits d'être concurrentiels», a-t-il estimé, rappelant que l'Etat a entrepris plusieurs actions de numérisation des administrations, notamment celles douanières et fiscales. De plus, Djerad a indiqué que la numérisation doit permettre de changer les pratiques, notamment en ce qui concerne la relation entre le citoyen et le responsable, plaçant pour une révolution du numérique et de la

modernisation de l'administration au niveau des communes et des villes à travers l'ensemble du territoire national.

Par ailleurs, le Premier ministre a noté l'intérêt de rapprocher les universités et les laboratoires de recherche avec la sphère des porteurs de projets pour développer leurs solutions innovantes. Il a jugé déraisonnable que la majeure partie des services et de technologies pouvant être réalisés par les capacités locales soient importés en devises.

L'accélérateur baptisé «Etablissement de promotion et de gestion des structures d'appui aux start-up», Algeria Venture, peut accueillir jusqu'à 30 start-up disposant d'un espace aux normes internationales, selon le directeur général, Sid Ali Zerrouki. Il a rappelé que cette nouvelle structure intervient en complément de la labellisation de start-up et de la création d'un fonds d'investissement dédié à ces entreprises innovantes. L'établissement inauguré propose aux start-up labélisées par le ministère de tutelle, un accès à un accompagnement via des experts, du coaching et des workshops ponctuels à thème. Accueillies pendant une période allant de six mois à un an, les start-up bénéficient au sein de «Algeria Venture» de plusieurs espaces spécifiques, d'open-space, d'une salle de conférences et de six «meet-room». Le programme des pouvoirs publics prévoit le déploiement du même type de structure au niveau des wilayas d'Oran, Tlemcen, Constantine, Sétif, Ghardaïa et Ouargla.

L. A. R.

Le directeur du contrôle au ministère de l'Industrie pharmaceutique

L'Algérie produira des médicaments contre le diabète et le cancer

S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, le directeur du contrôle au ministère de l'Industrie pharmaceutique, Bachir Allouache, a révélé que le ministère, avec le partenaire russe, est en train de mettre les dernières retouches dans la production du vaccin anti-Covid «Sputnik V» en Algérie. En effet, il a indiqué qu'en application des dernières directives prises par le président de la République lors du récent Conseil des ministres où il a ordonné «la poursuite des contacts avec le partenaire russe pour le lancement du projet de production du vaccin Sputnik V en Algérie, dans les plus brefs délais», le ministère de l'Industrie pharmaceutique a «pris toutes les mesures nécessaires pour

faciliter l'entrée en vigueur du projet de production de vaccins». À cet égard, l'invité de la Chaîne 1 a assuré que le ministère est en contact avec le Fonds russe pour les investissements directs en tant que représentant de la Russie pour la réalisation de ce projet, et qu'ils sont sur le point de finaliser le projet pour entrer prochainement en phase de production qui sera assurée exclusivement par le groupe pharmaceutique public «Saidal» au niveau de la wilaya de Constantine. Dans ce contexte, M. Allouache a souligné que l'Algérie est capable de produire le vaccin dans ses quatre étapes, grâce à sa maîtrise de la technologie de production des vaccins et à son expérience antérieure dans ce domaine,

ainsi qu'à sa possession des laboratoires et de l'expertise humaine nécessaire, soulignant qu'il existe d'autres projets à cet égard avec le partenaire chinois. Il a ajouté que Saidal entreprendra la production dans la première étape, à condition que le secteur privé soit impliqué dans le processus plus tard, ajoutant que le ministère vise à exporter vers les pays voisins après avoir répondu aux besoins du marché national. D'autre part, M. Allouache a expliqué que le code national des médicaments comprend 3 600 médicaments, dont 2 200 fabriqués localement, et qu'afin de réduire la facture d'importation, l'Algérie prévoit de produire des médicaments à valeur ajoutée qui coûtent des sommes énormes au Trésor

public, tels que les médicaments contre le diabète, les maladies du sang et le cancer. Dans le même contexte, il a souligné qu'il y a environ 29 médicaments qui représentent environ 50 % du budget de la Pharmacie centrale pour les hôpitaux, y compris les maladies du sang, le diabète et le cancer, indiquant que l'insuline à elle seule représente 20 % de la facture d'importation et que Saidal est sur le point de lancer un projet pour produire la deuxième génération de ce médicament dans les prochains mois. Le directeur du contrôle au ministère de l'Industrie pharmaceutique a ajouté qu'il existe 50 unités appartenant à des investisseurs privés, dont 29 sont dans leur phase finale et seront bientôt mises en produc-

LA QUESTION DU JOUR

Le chantage américain à l'égard de l'Arabie saoudite

Suite de la page une

Le fait est que c'est bien la première fois que les Etats-Unis traitent avec une désinvolture aussi marquée une alliance dont pourtant ils se sont toujours plu à dire combien elle leur était importante. L'arme des droits de l'Homme, on ne connaît pas d'exemple où ils s'en seraient servis contre un de leurs alliés, où que ce soit d'ailleurs dans le monde. Et puis voilà que tout à coup ils la brandissent contre l'Arabie saoudite, leur plus grand allié au Moyen-Orient après Israël. Serait-ce qu'ils n'aient plus besoin de son pétrole ? Qu'ils en produisent suffisamment chez eux désormais pour se passer d'elle à cet égard, et à jamais ? Il faut croire à la fable de l'autosuffisance américaine durable en matière de pétrole pour ajouter foi à cette billevesée. Ce n'est pas parce qu'ils seraient devenus indépendants dans ce domaine qu'ils changent de méthode avec l'Arabie saoudite. La réalité, c'est qu'ils sont en crise, cela pour des raisons purement internes. C'est un pays plus que jamais divisé en deux camps inconciliables. Et auquel désormais tout peut arriver, y compris le pire, c'est-à-dire la guerre civile. Mieux encore, auquel est déjà arrivé quelque chose de terrible, d'affreux au regard de l'idée qu'il a de lui-même : l'envahissement du Capitole un certain 6 janvier par une bande d'extrémistes prêts à tout, y compris à massacrer les représentants du peuple américain. On parle du pire comme s'il était quelque chose d'hypothétique, de lointain, d'improbable même, alors que c'est un miracle s'il ne s'est pas produit ce jour-là. La nouvelle administration américaine veut d'une part faire payer à l'Arabie saoudite ses relations privilégiées avec Donald Trump, pour lequel elle a effectivement «voté» le 3 novembre dernier, et de l'autre obtenir d'elle ce qu'elle lui a refusé malgré tout, c'est-à-dire la normalisation avec Israël. Le fait qu'elle n'ait pas été la seule à voter Trump plutôt que Biden ne lui vaut aucune indulgence. Mais, si demain le royaume annonçait cette normalisation, soyons convaincus qu'il ne serait plus question de sanctions à prendre contre Mohammed Ben Salmane.

M. H.

tion. A ce propos, il est à rappeler que le président de la République a donné des instructions pour l'accélération des «procédures de soutien à l'investissement dans l'industrie pharmaceutique, afin de réaliser les objectifs tracés de réduire les importations pharmaceutiques d'au moins 400 millions USD d'ici à fin 2021, et de s'orienter vers l'exportation», précise la même source.

Thinhenne Khouchi

Energies renouvelables

La CAPC veut contribuer à l'émergence de «champions locaux»

La Confédération algérienne du patronat citoyen (Capc) veut contribuer à l'émergence de «champions locaux» dans les différents segments de l'industrie des énergies renouvelables qui iront à la conquête des marchés africains, a indiqué, lundi à Alger, son président, Sami Agli.



Par Lina B.

Intervenant lors d'un webinar organisé au siège de cette organisation patronale sous le thème «L'entreprise algérienne dans la dynamique de la transition éner-

gétique», M. Agli a estimé que les entreprises algériennes ont de multiples opportunités de renforcer leur leadership international.

Il a précisé, à ce titre, que la conquête du marché de l'Afrique subsaharienne représentait «un

défi à relever» au vu de l'ambition des pays de cette région de développer 30 GW de solaire à horizon 2025.

Selon le président de la Capc, une réflexion «de fond» a été lancée sur le rôle de l'entreprise dans la nouvelle politique éner-

gétique nationale permettant, ainsi, de contribuer à la promotion d'une filière industrielle avec à la clé «la création ou la reconversion de milliers d'entreprises», en plus de développer des filières de formation, le tout permettant la création de centaines de milliers d'emplois.

Des chantiers vont être lancés dans ce sens, a-t-il révélé, annonçant à l'occasion l'organisation d'un événement «important» lors duquel «des choses concrètes seront dévoilées», sans donner plus de détails.

M. Agli a souligné «l'urgence» pour l'Algérie de réussir sa transition énergétique basée sur les énergies renouvelables face à une consommation interne de gaz «insoutenable», estimant qu'il ne peut y avoir de transition économique sans transition énergétique. Cette transition est «une priorité nationale» dont dépend la sécurité énergétique de l'Algérie, a-t-il affirmé, ajoutant qu'elle devra reposer sur un mix favorisant les énergies renouvelables.

De son côté, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, a lancé un appel aux opérateurs économiques pour le lancement d'une indus-

trie du chauffe-eau solaire.

Il a, en outre, énuméré, lors de son intervention, les différents chantiers sur lesquels son département travaille, en collaboration avec d'autres ministères.

A ce titre, il a évoqué l'objectif fixé de convertir 200 000 véhicules au Sirghaz au cours de l'année en cours, ou encore la conversion entre 5 000 et 10 000 bus et camions au dual-fuel (Diesel/GPLc).

De plus, M. Chitour a fait état d'un projet lancé en collaboration avec le ministère des l'Agriculture pour la plantation d'arbre à croissance rapide afin que le bois représente 2 % du bilan énergétique d'ici à 2030.

Les mosquées vertes est un autre chantier entrepris par M. Chitour, en partenariat avec le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs avec comme modèle la mosquée qui sera réalisée à Sidi Abdallah (Ouest d'Alger). De plus, le ministre a réaffirmé sa détermination à élaborer une première mouture du nouveau modèle énergétique d'ici le mois de juin prochain.

A noter que ce webinar a réuni près de 57 participants dont des représentants de Sonelgaz, Sonatrach, le ministère de l'Energie et l'Aprue. **L. B.**

Journée internationale de la Protection civile

Doter le secteur de moyens matériels et humains qualifiés

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a affirmé, lundi à Alger, que le secteur de la Protection civile s'inscrivait en tant que «priorité» dans l'élaboration des politiques et stratégies des pays, ajoutant que son ministère «ne ménage» aucun effort pour le doter des moyens matériels et humains qualifiés.

Dans une allocution lue en son nom par l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Protection civile (1^{er} mars), au niveau de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention à Dar El Beida, M. Beldjoud a souligné que «le secteur de la Protection civile s'inscrivait désormais en tant que priorité dans l'élaboration des politiques et stratégies des Etats en matière de prévention et de gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable». Le ministère «ne ménage aucun effort pour doter ce secteur des moyens matériels et humains qualifiés, en sus de garantir les conditions idoines à ses éléments pour s'acquitter pleinement de leurs missions», a-t-il indiqué.

Pour M. Beldjoud, le secteur se distingue désormais par «un haut sens de professionnalisme» dans la prise en charge des accidents et l'accompagnement des grandes manifestations, ainsi que lors des catastrophes comme les tremblements de terre, les inondations,

les incendies de forêt et les accidents industriels enregistrés sur les plans national et international.

Le ministre a rappelé, dans ce sens, la participation des éléments de la Protection civile, dans le cadre de la solidarité internationale, aux interventions menées lors des tremblements de terre au Mexique, au Salvador, en Turquie, en Egypte, en Iran, au Maroc, en Inde et au Népal et des incendies de forêt en France, des inondations au Soudan, et lors de l'explosion du port de Beyrouth (Liban).

«Il s'agit d'autant de sinistres et de catastrophes ayant permis aux équipes de la Protection civile algérienne de perfectionner leurs compétences et de renforcer leur place parmi les autres pays», a-t-il soutenu, ajoutant que l'Algérie compte parmi les premiers pays à avoir cru en la politique de l'Organisation internationale de la Protection civile (OIPC) en matière de prévention et de gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable.

«Grâce à son sérieux et à son professionnalisme, l'Algérie qui a rejoint l'Organisation en 1976, a présidé le conseil exécutif pour 10 années consécutives, avant d'être plébiscitée par la majorité des membres en tant qu'Etat membre au Conseil exécutif jusqu'en 2024», a également rappelé M. Beldjoud.

De son côté, le directeur Général de

la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, a fait savoir que la Protection civile fait partie des dispositifs de l'Etat qui ont un rôle primordial dans la préservation de l'économie nationale, à travers notamment ses interventions quotidiennes pour l'extinction des feux urbains et industriels, en sus de ses interventions visant à protéger les ressources forestières, les récoltes agricoles et les palmeraies contre les incendies pour préserver la sécurité alimentaire des citoyens.

Et d'ajouter que les services de la Protection civile, à travers toutes les wilayas du pays, contribuent à la préservation des différentes institutions en veillant au respect, par ces dernières, des normes de sécurité et de sûreté contre les risques d'incendies et d'explosions, souligne le même responsable.

Rappelant que ses services élaborent des études sur les risques au sein des établissements et effectuent des visites de contrôle des différentes institutions dans l'objectif de s'enquérir de l'application des normes de sécurité, M. Boughlaf a fait état de l'étude, en 2020, de 366 755 dossiers et de 37 782 visites de prévention et de contrôle, outre la participation à 20 885 réunions et 1 262 595 interventions sur le terrain.

Rappelant que les pays membres de l'OIPC ont choisi cette année de célébrer cette journée sous le slogan «Une Protection civile forte pour préserver

l'économie nationale», le même intervenant a fait savoir que ses services sont chargés également de l'organisation d'exercices pratiques annuels avec les différentes institutions, en vue de «s'enquérir de l'opérationnalité des équipes de prévention et de sécurité pour faire face aux risques entourant leurs institutions». Il s'agit également de la programmation de campagnes de sensibilisation aux risques encourus tout au long de l'année, au profit des fonctionnaires de ces institutions en particulier et des citoyens en général.

A cette occasion, le DG de la Protection civile a affirmé que l'intérêt accordé par les hautes autorités à ce secteur avait donné ses fruits sur le terrain au niveau national et international, notamment à travers l'efficacité dont il a fait montre au niveau national en matière de lutte contre la pandémie de Covid-19 ou au niveau international, à travers la solidarité internationale, à la faveur de ses différentes interventions lors des catastrophes qui ont frappé certains pays.

Lors de cette célébration, qui s'est déroulée en présence du wali d'Alger, de la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA) et des cadres d'Etat militaires et civils, une vidéo sur les activités de la Protection civile a été diffusée, outre la remise des grades, la distinction des familles des victimes du Covid-19 et la distribution des décisions d'affectation de logements AADL. **Kamel L.**

Opep+

Les niveaux d'ajustement de production pour avril et les mois suivants décidés demain

■ Les 23 pays signataires de la Déclaration de coopération Opep et non Opep (Doc) tiennent aujourd'hui et demain deux importantes réunions dont celle de l'Opep+ qui déterminera les niveaux d'ajustement de production pétrolière pour avril et les mois suivants, et ce, dans un contexte d'amélioration des cours de l'or noir.



P.V.D.R.

Par Samia Y.

Il s'agit d'abord de la 27^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep et non-Opep (JMMC), consacrée habituellement à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court terme. Composé de sept pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont l'Algérie et l'Arabie

saoudite, et de deux pays non membres de l'Organisation, à savoir la Russie et le Kazakhstan, ce Comité est chargé également d'évaluer, sur la base du rapport du Comité technique conjoint, le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays participants à la Déclaration de coopération. Lors de sa dernière réunion, ce Comité avait observé que, si les perspectives économiques et la demande de pétrole resteraient

incertaines dans les mois à venir, le déploiement progressif des vaccins dans le monde est un facteur positif pour le reste de l'année, stimulant l'économie mondiale et la demande de pétrole. Il avait, dans ce cadre, appelé tous les pays participants à rester vigilants et flexibles compte tenu des conditions incertaines du marché, et de rester sur la bonne voie, qui a jusqu'à présent été récompensée. La seconde réunion, pro-

grammée jeudi prochain, la 14^e réunion ministérielle de l'Opep et non-Opep, une réunion très attendue par les acteurs du marché pétrolier, car les producteurs de l'Opep+ devront décider des niveaux de limitation de leur production pour le mois d'avril et les mois suivants, comme décidé lors de la précédente réunion ministérielle de l'Opep+. Lors de leur dernière réunion ministérielle tenue par visioconférence en janvier dernier, les participants à la Doc avaient reconnu la nécessité de rendre progressivement les 2 mb/j sur le marché, le rythme étant déterminé en fonction des conditions du marché. Et c'est sur cette base qu'il a été reconfirmé la décision prise lors de la 12^e réunion de l'Opep+ d'augmenter la production de 0,5 mb/j à partir de janvier 2021, et d'ajuster la réduction de production de 7,7 mb/j à 7,2 mb/j. A cela s'ajoute le rajustement volontaire supplémentaire important de l'offre effectué par l'Arabie saoudite, qui a pris effet le 1^{er} février 2021 pour deux mois. A noter que les réunions de l'Opep interviennent dans un contexte de progression des cours de l'or noir, ce qui ouvre la voie à une possibilité d'augmentation de la production des pays de l'Opep+. Le prix du panier de l'Opep, constitué de treize bruts, dont le Sahara Blend algérien, s'est élevé à 64,24 dollars le baril lundi, contre 64,37 dollars

vendredi dernier. A la veille de la réunion décisive de l'Opep+, le marché pétrolier est déjà impacté par l'attente du niveau de production des principaux pays concernés pour les mois à venir. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai, a terminé la séance de lundi en baisse de 1,13 % ou 73 cents à Londres par rapport à la clôture de vendredi, à 63,69 dollars, tandis que le baril américain de WTI pour avril a reculé de 1,40 % ou 86 cents à 60,64 dollars. Les efforts de l'Opep et ses alliés restent parmi les facteurs déterminants de rééquilibrage du marché pétrolier. Depuis la réunion ministérielle d'avril 2020, l'Opep et les pays non membres de l'Organisation ont ajusté la production de pétrole à la baisse de 2,1 milliards de barils au total, stabilisant le marché pétrolier et accélérant le proc issus de rééquilibrage.

S. Y.

Monnaies

L'euro entame sa troisième séance consécutive de baisse

L'EURO entamait hier une troisième séance consécutive de baisse face au dollar, les cambistes misant sur une reprise rapide aux Etats-Unis par rapport à l'Europe.

L'euro cédait 0,31 % à 1,2012 dollar, et est passé sous le seuil symbolique de 1,20 dollar pour la première fois depuis trois semaines avec un plus bas à 1,1992 dollar vers 09h10 GMT.

«La combinaison du succès des vaccins, des mesures de relance budgétaire et des politiques monétaires de la Banque centrale américaine (Fed) promet une explosion de l'activité économique (aux Etats-Unis) au lendemain de la pandémie», commente

Ricardo Evangelista, analyste. Les cambistes estiment que la reprise pourrait atteindre un tel niveau que la Fed devra resserrer sa politique monétaire, ce qui rendrait le dollar plus attractif. «Nous atteignons des sommets de pessimisme sur les perspectives de la zone euro», prévient Kit Juckes, analyste, qui estime que l'euro pourrait reprendre sa hausse à moyen terme.

Les cambistes observent également la manière dont les banques centrales réagissent à la hausse des taux sur le marché obligataire. «La Fed et la Banque d'Angleterre (BoE) sont restées détendues, alors que la BCE a réagi», a souligné l'analyste Ipek Ozkardeskaya.

R. E.

Produits alimentaires

Rezig : bientôt l'ouverture de nouveaux marchés de gros

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a annoncé l'entrée en service de nouveaux marchés de gros des produits alimentaires durant les prochains jours dans certaines wilayas du pays, indique un communiqué du ministère. Cette annonce intervient lors d'une rencontre présidée par M. Rezig au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), avec les respon-

sables des marchés de gros des fruits et légumes au niveau national et consacrée notamment aux mécanismes de régulation des marchés et de suivi des opérations d'approvisionnement durant le mois de ramadhan, note le communiqué. Après avoir écouté les interventions des partenaires, le ministre a déploré certains phénomènes négatifs qui déteignent sur les pratiques commerciales, particulièrement

le volet relatif à la non facturation et l'affichage des prix, «d'où l'impérative conjugaison des efforts de tout un chacun afin de donner une certaine transparence aux transactions commerciales et de moraliser l'acte de commerce». Lors de cette rencontre, M. Rezig a évoqué toutes les mesures réglementaires et de contrôle devant réguler les prix et protéger les consommateurs. Concernant l'opération de ventes

en soldes et promotionnelles qui seront exceptionnelles cette année, le ministre a précisé qu'elles débiteront quelques jours avant le début du mois de ramadhan et toucheront l'ensemble des produits de large consommation, appelant les partenaires et les professionnels à la coordination et la consultation avec le ministère pour mener à bien cette opération, conclut la même source.

Sara B.

Bourse de Tokyo

Le Nikkei poursuit sa remontée

La Bourse de Tokyo continuait hier matin sur sa lancée de la veille, confortée par la clôture en forte hausse de Wall Street et la dissipation des craintes sur l'inflation américaine qui avait ébranlé les marchés mondiaux la semaine dernière.

L'indice vedette Nikkei progressait de 0,48 % à 29 805,52 points après 01h00 GMT, après avoir déjà rebondi de 2,41 % lundi. Il avait lâché près de 4 % vendredi dernier. L'indice élargi Topix était en revanche quasi

stable (+0,09 % à 1 904,20 points).

Les trois grands indices de la Bourse de New York ont fini lundi nettement dans le vert, requinqués par des nouvelles positives sur les vaccins contre le Covid-19, un bon indicateur manufacturier américain et la perspective du plan de relance massif de Joe Biden.

Au Japon, le taux de chômage a légèrement baissé en janvier (2,9 % contre 3 % en décembre) en dépit du retour de

l'état d'urgence en début d'année, selon des données du gouvernement publiées hier : un nouveau présage d'un impact plutôt limité de ce dispositif contre le Covid-19 sur le PIB nippon au premier trimestre 2021.

Le yen reflueait face au dollar, à raison d'un dollar pour 106,88 yens vers 01h00 GMT contre 106,76 yens lundi à 21h00 GMT. La devise japonaise était stable face à l'euro, qui s'échangeait pour 128,65 yens contre 128,64

yens la veille. L'euro descendait à 1,2036 dollar, contre 1,2049 dollar lundi à 21h00 GMT. Les cours du pétrole continuaient de baisser hier matin en Asie, comme lundi, dans l'attente d'annonces plus tard dans la semaine des pays de l'Opep+ sur leurs futurs niveaux de production, qui devraient probablement être relevés. Après 00h50 GMT le prix du baril de brut américain WTI lâchait ainsi 2,23 % à 60,13 dollars.

Nabila T.

Tissemsilt

Plus de 4 milliards DA pour le raccordement des centres ruraux au réseau de gaz naturel

■ Une enveloppe financière de l'ordre de 4 milliards DA a été débloquée pour le raccordement de centres ruraux secondaires, notamment les zones d'ombre de la wilaya de Tissemsilt, au réseau de gaz naturel, a annoncé le wali, Abbès Badaoui.

Par Hocine A.

En présentant un exposé sur la réalité du développement local dans différents secteurs sur les ondes de la radio régionale de Tissemsilt, le wali a indiqué qu'une grande partie de cette enveloppe financière est destinée au raccordement des

zones d'ombre au réseau de distribution de gaz naturel.

Il a été procédé l'année dernière au raccordement de plus de 600 foyers au réseau de distribution de gaz domestique et 2 500 autres au réseau d'électricité au niveau des zones d'ombre. Il est prévu aussi le raccordement, avant la fin du premier semestre de cette année, de 460 foyers situés dans des zones d'ombre au réseau d'électricité. Par ailleurs, le wali de Tissemsilt a annoncé le lancement prochain du raccordement de plusieurs zones rurales éparses de la wilaya à l'électricité via l'énergie solaire, affirmant que l'opération sera généralisée pour toucher cette année

d'autres zones éparses, des écoles primaires de zones d'ombre et des carrefours.

M. Badaoui a fait savoir que sur un total de 326 opérations de développement des zones d'ombre, plus de 200 ont été concrétisées à ce jour, tandis que 123 autres seront lancées prochainement et réceptionnées avant la fin du deuxième trimestre de l'année en cours.

Concernant le secteur des Travaux publics, le wali a annoncé l'achèvement l'année écoulée du revêtement, de l'aménagement et du confortement de 74 kilomètres de routes nationales, de chemins de wilaya et vicinaux, en attendant la réalisation d'opérations d'aménagement et



de maintenance de plus de 80 km de chemins communaux et de wilaya cette année au profit

de 15 zones d'ombre de la wilaya pour leur désenclavement.

H. A.

Sidi Bel-Abbès

Cinq opérations de développement au profit de zones d'ombre

CINQ OPÉRATIONS de développement portant notamment sur l'aménagement de pistes ont été réalisées au profit de zones d'ombre de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès de la direction des Travaux publics. Les travaux de maintenance des routes ont concerné les zones d'ombre de 7 communes dans une première étape, a-t-on indiqué, signalant qu'une enveloppe financière de plus de 330 millions DA a été allouée pour concrétiser huit opérations au niveau des communes de Hassi Daho, Sidi Hamadouche, Sehala Thawra, Belarbi, Aïn Trid et Sfisef. Cinq opérations ont été achevées et trois autres sont toujours en cours de réalisation, a-t-on ajouté. Les trois opérations restantes concernent la maintenance et l'aménagement de routes, à l'instar du chemin vicinal reliant Douar Nemaïchia dans la commune d'Aïn Trid sur 6 kilomètres et qui connaît un taux d'avancement des travaux de près de 60 %, la route reliant Douar El Harch à la commune de Sidi Hamadouche sur une distance de 10 kilomètres et le chemin vicinal reliant douar Henaïfia à celui Ennouawra sur 4 kilomètres. Pour rappel, les opérations d'aménagement de pistes et de maintenance des routes pour le désenclavement des zones d'ombre constituent l'une des priorités des autorités locales, en sus de l'installation des divers réseaux d'eau potable, d'électricité, de gaz, d'assainissement, et de la réfection et l'aménagement des écoles primaires.

R. R.

Ouargla

Destruction de plus de 48 000 palmiers pendant une décennie

Plus de 48 258 palmiers ont été ravagés par les feux de forêt à travers les palmeraies de la wilaya de Ouargla durant plus d'une décennie, selon les statistiques de la Protection civile affichées dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la Protection civile (1^{er} mars). Cette richesse agricole a été détruite suite aux 5 123 incendies qui ont été déclarés pendant la même période à travers notamment les anciennes palmeraies, selon la

même source. Le facteur humain, les grandes chaleurs, en plus de la négligence de certains agriculteurs, restent le problème principal des sinistres, selon la même source. Au cours de l'année écoulée, les unités d'intervention de la Protection civile ont enregistré 516 incendies qui ont détruits 4 226 palmiers, selon les données de la Protection civile.

Le plus grand nombre d'incendies a été recensé au niveau des communes de Ouargla, Sidi Khouiled, N'Goussa, Hassi

Messaoud, Taïbet, El-Hadjira, Temacine, Megarine et El-Borma, a-t-on précisé. La Journée mondiale de la Protection civile, célébrée cette année sous le signe «Une Protection civile forte pour préserver l'économie nationale», a été l'occasion de mettre en exergue les efforts déployés par ce corps constitué pour protéger les personnes, les biens et l'économie nationale. Il s'agit, entre autres, de l'activité intense de la cellule de crise de la Protection civile pendant la conjoncture

sanitaire exceptionnelle engendrée par la propagation du coronavirus (Covid-19). Cette manifestation qui a été organisée au siège de l'Unité principale de la Protection civile, Cahid «Ben-Salem-Mohammad», a été marquée par l'organisation d'une série d'activités, dont une manœuvre sur le terrain, promotion d'agents de la Protection civile, et la remise des distinctions aux lauréats des compétitions sportives.

Lyes B.

Université de Blida

Le concours de doctorat à partir du 6 mars

La direction de l'université «Saad-Dahleb» de Blida a fixé la date du concours de doctorat, pour l'année universitaire 2020/2021, du 6 au 26 mars courant, a-t-on appris auprès du recteur de l'université, P. Mohamed Bezina. «Suite à l'approbation, par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du protocole sanitaire élaboré par l'université «Saad-Dahleb», nous avons fixé la date du concours de doctorat, reporté cette année, au même titre qu'au niveau des autres universités nationales, en raison du grand nombre des candidats, contrairement aux années

précédentes», a indiqué le P. Bezina. Il a signalé l'ouverture des épreuves de ce concours à partir de samedi prochain, jusqu'au 26 du mois courant, tout en relevant le grand nombre d'étudiants inscrits, qui est de 12 618, soit le triple du nombre des candidats inscrits l'année passée, a-t-il observé.

«Le protocole sanitaire élaboré pour ce concours a pris en compte tous les critères fixés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à savoir le critère santé, par le respect des mesures préventives contre le nouveau coronavirus, et les cri-

ères de transparence et d'équité», a assuré, en outre, le P. Bezina. Il a, également, fait part de l'ouverture, au titre de cette nouvelle année universitaire, de 129 postes doctorants dans différentes spécialités assurées par les facultés et instituts de l'université de Blida, dont les facultés de technologie et des sciences naturelles et de la vie, et les instituts d'architecture et d'aéronautique et des études spatiales.

Le responsable, qui a signalé l'ouverture pour la première fois (au titre de ce concours) d'une spécialité en mathématiques, a lancé un appel aux étudiants concernés en vue d'accéder au

site électronique de l'université ou sa page Facebook officielle, en vue de s'informer sur le programme et les horaires de ce concours. A noter que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, avait déclaré lors de sa dernière visite à Blida que la «date de la tenue des concours de doctorat, pour cette année, reportée en raison du grand nombre de participants estimé à plus de 230 000 étudiants, est tributaire de la mise en place d'un protocole sanitaire relatif à l'opération, par chaque établissement universitaire».

S. A.

Oran

Distribution prochaine de plus de 9 800 logements publics locatifs

Quelque 9 850 logements publics locatifs (LPL) seront distribués à Oran durant la période allant de fin mars à juin prochain, a-t-on appris du chef de la daïra d'Oran. Mourad Rahmouni a déclaré, dans un point de pres-

se, que 9 850 LPL seront distribués entre fin mars et juin prochain dont 3 900 pour les habitants de la daïra d'Oran parmi les postulants aux points (dossiers de demande d'un logement social) et 2 000 autres au titre du programme de résorption de

l'habitat précaire (RHP).

Il sera aussi prévu la distribution de 950 logements publics locatifs à Benfréha et 3 000 autres à Oued Tlélat en faveur des habitants de hai Sanawbar (ex-Planteurs), a-t-il fait savoir, soulignant que l'opération de

distribution se fera par étapes et suivant le rythme d'avancement des travaux. Un comité de daïra chargé du dossier de l'habitat public locatif a étudié, depuis son installation en décembre dernier et jusqu'à dimanche dernier, 16 135 dossiers sur un total

de 47 800 dont 5 129 dossiers ont été annulés parce que le demandeur a bénéficié d'un logement ou ne remplit pas les conditions dont celle du salaire conséquent, a ajouté la même source.

A. F.

Internet

Passage du débit internet de 2 à 4 Mbs d'ici la fin de l'année en cours

■ Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a affirmé depuis Tipasa que ses services s'employaient à parachever le projet d'augmentation du débit internet de 2 à 4 Mbs à travers tout le territoire national d'ici la fin de l'année en cours.



Par Amel B.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite de travail dans la wilaya de Tipasa, M. Boumzar a fait savoir que «l'abondance du débit ne pose aucun problème pour l'Algérie puisqu'il s'agit plutôt de la politique tarifaire adoptée par Algérie Télécom (AT) qui est un

établissement commercial». «Il est possible même d'offrir un très haut débit de 100 Mbs, cependant les prix ne seront pas accessibles à tous les citoyens», a-t-il précisé, ajoutant qu'AT œuvre «à assurer l'équilibre entre prodiguer un Service public et réaliser des bénéfices pour l'entreprise».

Par ailleurs, M. Boumzar a rappelé que 2 millions d'abonnés

sont déjà passés d'un débit de 2 Mbs à 4 Mbs, soulignant que la généralisation de cette opération au reste des abonnés est prévue avant la fin de l'année courante. A titre d'exemple, poursuit-il, le réseau de télécommunications dans la wilaya de Tipasa permet largement d'assurer de très hauts débits d'internet, après sa modernisation, en introduisant des technologies de

pointe. En outre, le ministre a qualifié de «faible» le taux de déploiement du réseau 4G à Tipasa estimé à 30 %, appelant l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (Arpce) à revoir le calendrier du déploiement du réseau 4G dans cette wilaya.

Dans ce contexte, il a déclaré que le réseau de la 3G «ne permet pas de répondre aux aspirations des citoyens à profiter d'un haut débit Internet, alors qu'il est disponible dans la wilaya de Tipasa». Concernant les services postaux, le ministre des Postes et des Télécommunications a affirmé que son secteur assurait, grâce à Algérie Poste, 92 % des transactions commerciales effectuées via les terminaux de paiement électronique (TPE). A cet égard, il a appelé les responsables de la wilaya de Tipasa, qui compte 738 TPE, à «intensifier et à redoubler d'efforts pour augmenter ce chiffre qui reste faible». Le ministre avait supervisé avec le wali de Tipasa, Labiba Ouina, le raccordement de la cité 500 logements promotionnels publics (LPP) au réseau haut débit, ainsi que le raccorde-

ment du quartier Douar Sraghna au réseau 4G. La visite a également été l'occasion de se rendre aux zones d'ombre dans les hauteurs de Bouhriz, à l'ouest de Tipasa, où le réseau de téléphonie mobile «Mobilis» a été lancé, et de visiter le site réservé à la réalisation du système 4G au profit de quatre zones d'ombre au profit d'une population d'environ 4 000 habitants. Le ministre a également visité le bureau de poste de «Oued Sebti» à Gouraya, ainsi que le bureau de poste de Ain Tagourait, après leur réaménagement.

A. B.

Tiaret Augmentation du nombre de victimes d'asphyxie au gaz en janvier

Les services de la Protection civile de la wilaya de Tiaret ont enregistré une hausse dans le nombre de victimes d'asphyxie au gaz durant le mois de janvier dernier qui a triplé par rapport au bilan de l'année 2020, a-t-on appris lors d'une exposition organisée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la Protection civile.

Les statistiques font état de huit décès par asphyxie au gaz au mois de janvier dernier contre trois tout au long de l'année 2020. Le bilan du mois de janvier dernier fait état de 28 interventions de la Protection civile en lien avec les inhalations de gaz, soit huit décès par asphyxie et 14 cas d'inhalation de gaz, contre 40 interventions durant l'année 2020 faisant trois décès sur 22 cas d'asphyxie, selon les mêmes services. Les services de la Protection civile de la wilaya de Tiaret ont souligné que de nombreuses campagnes de sensibilisation ont été organisées dans le cadre de la prévention contre les dangers du gaz, avec la participation des diverses parties, à l'effet de réduire le nombre d'incidents pouvant conduire à la mort.

Le programme de célébration de la Journée mondiale de la Protection civile, placée sous le slogan «Une Protection civile forte au service de l'économie nationale», a été marqué dans la wilaya de Tiaret par un exercice pratique à l'adresse des enfants au niveau de l'entreprise des produits longs (TPL) où ont pris part 30 agents de ce corps constitué. Il a été souligné, à cette occasion, que ces exercices opérationnels des agents de la Protection civile sont organisés en continu pour parer à toute éventualité, a indiqué le directeur de la Protection civile de la wilaya, le lieutenant-colonel Abd-El-Mefteh Guessoum.

R. S.

Constantine

Sensibilisation des agriculteurs à l'importance d'investir dans le capital social de la Crma

La Caisse régionale de mutualité agricole (Crma) de la wilaya de Constantine a lancé une campagne de sensibilisation en direction des agriculteurs à l'importance d'investir dans son capital social, en présence de plusieurs entreprises agricoles, associations et propriétaires d'exploitations agricoles. «Chaque agriculteur peut acquérir une ou plusieurs parts sociales à raison de 2 000 DA l'unité pour accéder au capital social de la Crma de

Constantine», a déclaré à l'APS son directeur, Mourad Bendada, en marge de la campagne de sensibilisation organisée dans la ferme-pilote El Baâraouia, dans la commune d'El Khroub, de concert avec la Direction des services agricoles (DSA) et la Chambre d'agriculture de la wilaya.

L'opération, a-t-il ajouté, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la direction nationale de la Caisse nationale de mutualité agricole (Cnma) à travers le plan 2020/2024 portant sur la diversi-

fication des services financiers de la Caisse et de ses prestations faites aux agriculteurs en vue de répondre aux besoins de modernisation de leurs activités. L'objectif de la campagne est d'inciter les agriculteurs, éleveurs et opérateurs agricoles à acquérir des actions dans le capital social de la Caisse qui leur permettront notamment de bénéficier de plusieurs avantages, dont la réduction du montant de l'assurance, l'obtention d'aides agricoles et la possibilité de postuler pour la présidence

de son Conseil d'administration qui sera prochainement renouvelé, a indiqué le même responsable. Le président de l'association du développement rural de Constantine, Badis Filali, a affirmé pour sa part que l'acquisition de parts dans le capital social de cette institution revêt une grande importance pour la Caisse et pour les souscripteurs, y compris les membres de l'association qu'il préside qui compte une section visant la promotion des activités de la femme rurale.

Farid Y.

Oran

Placement de plus de 8 400 jeunes dans des postes de travail durant les 4 derniers mois

Le secteur de l'Emploi de la wilaya d'Oran a enregistré, depuis le mois d'octobre dernier, le placement de plus de 8 400 jeunes dans des postes d'emploi au niveau d'établissement publics et privés, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Durant cette période, il a été répondu à 8 400 offres d'emploi au niveau des entreprises économiques publiques et privées qui se trouvent à Oran, a-t-on indiqué, soulignant que 8 413 jeunes (hommes et femmes) ont été placés dans des postes d'em-

ploi, selon la même source. Durant cette période, 370 postes d'emploi ont été créés dans le cadre de l'encouragement à l'entrepreneuriat et de la création de petites et moyennes entreprises, de même que 798 bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale ont été titularisés dans des postes permanents, notamment pour ceux ayant exercé durant 8 ans et plus, a-t-on fait savoir. Pour garantir une main-d'œuvre qualifiée, il a été décidé aussi de placer 113 jeunes dans des spécialités

rares nécessitant une formation spécifique et non disponible chez les demandeurs d'emploi, notamment dans le domaine du bâtiment, des travaux publics et du tourisme. Pour assurer aux jeunes un plus grand nombre possible de postes d'emploi, une commission de la wilaya a été chargée pour cela de veiller au suivi des procédures et des conditions d'embauche dans les entreprises et les sociétés afin de prendre en charge les préoccupations des demandeurs d'emploi. La commission a procédé à l'accueil des représen-

tants de jeunes chômeurs de communes des daïras d'Arzew et de Bethioua et a écouté leurs préoccupations, notamment en ce qui concerne leur insertion dans des emplois stables au niveau d'entreprises économiques dans la région.

La commission a tracé un programme de communication avec les entreprises activant au niveau des différentes zones industrielles et zones d'activités, à travers l'ensemble des communes de la wilaya dans l'espoir d'insérer un plus grand nombre de jeunes.

Samy O.



Nigeria

Libération de centaines d'adolescentes enlevées vendredi dans le nord-ouest

Des centaines d'adolescentes enlevées vendredi dans leur pensionnat de Jangebe, dans le nord-ouest du Nigeria, ont été libérées et se trouvaient hier matin au siège du gouvernement de Zamfara, a annoncé à l'AFP le gouverneur de cet État, le D^r Bello Matawalle.

Par Mourad M.

«**J**e suis heureux d'annoncer que les filles ont été libérées. Elles viennent juste d'arriver au siège du gouvernement et sont en bonne santé», a-t-il déclaré à un journaliste de l'AFP, qui a pu voir les jeunes filles.

«Le nombre total de filles enlevées dans l'école est de 279, elles sont toutes ici avec nous, nous remercions Allah», a ajouté le gouverneur.

Les autorités avaient initialement affirmé que 317 jeunes filles manquaient à l'appel après l'attaque de ce pensionnat dans l'État de Zamfara dans la nuit de jeudi à vendredi par des hommes armés.

Les traits du visage tirés par la fatigue, les jeunes filles sont arrivées très tôt hier matin au siège du gouvernement à Gusau (capitale de Zamfara) dans plusieurs minibus, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les autorités les ont réunies

dans un auditorium où des vêtements propres, dont un hijab bleu ciel, leur ont été distribués.

Devant les objectifs des journalistes, les adolescentes se sont ensuite levées sous la musique de l'hymne national nigérian.

Le Président Muhammadu Buhari, décrié pour la situation sécuritaire catastrophique dans le nord du Nigeria dont il est originaire, a exprimé sa «*joie immense*», dans un communiqué publié aux premières heures hier matin. «*Je me joins aux familles et au peuple de Zamfara pour accueillir et célébrer la libération des élèves traumatisées*», affirme le communiqué signé de son porte-parole Garba Shehu.

Le Président Buhari avait été élu pour la première fois en 2015, un an après l'enlèvement de masse de Chibok, où 276 jeunes filles avaient été kidnappées par le groupe jihadiste Boko Haram dans le nord du Nigeria, suscitant un émoi planétaire.

Plus d'une centaines d'entre

elles sont encore portées disparues et personne ne sait combien sont toujours vivantes.

Buhari avait promis de mettre fin au conflit dans le nord-est, mais la situation s'est largement détériorée depuis. Hier matin, une base de l'ONU et un camp militaire étaient toujours attaqués par des combattants de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISwap) à Dikwa, dans l'État du Borno.

Mais si le nord-est n'est toujours pas sécurisé, le nord-ouest est également désormais sous le joug de groupes armés, appelés «*bandits*», qui terrorisent les populations, volent le bétail, et perpètrent des kidnappings de masse contre rançon.

Lors des kidnappings, les «*bandits*» ciblent les personnalités publiques ou les voyageurs sur des axes routiers. Mais ces derniers mois, les écoles semblent être devenues une cible lucrative pour ces gangs criminels.

L'enlèvement de masse de vendredi était le quatrième en moins de trois mois dans le nord-ouest du Nigeria.

Les autorités de Zamfara ont pris l'habitude de négocier avec les «*bandits*» des accords d'am-



Ph. > D. R.

nistie en échange de la remise de leurs armes.

A chaque libération, les autorités démentent fermement avoir payé une rançon aux ravisseurs, malgré l'opinion générale des experts en sécurité de la région.

Les «*bandits*» agissent avant tout pour l'appât du gain, et non pour des raisons idéologiques, même si certains ont tissé des liens avec les groupes jihadistes du nord-est.

Leur nombre est incertain, mais ces groupes armés attirent de plus en plus de jeunes désœuvrés de ces régions où plus de 80 % des habitants

vivent dans l'extrême pauvreté.

Ces violences criminelles ont fait plus de 8 000 morts depuis 2011 et forcé plus de 200 000 personnes à fuir leur domicile, selon un rapport du groupe de réflexion International Crisis Group (ICG) publié en mai 2020.

L'autre inquiétude est que la multiplication de ces kidnappings aggrave encore la déscolarisation, particulièrement des filles, dans cette région qui compte déjà le plus grand nombre d'enfants n'allant pas à l'école au Nigeria, selon l'ICG.

M. M.



Commentaire

Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

Durant les quatre années du mandat de Donald Trump à la Maison-Blanche, Israël est resté très silencieux vis-à-vis de son ennemi iranien, alors qu'habituellement les deux pays ne cessent de se quereller, se provoquer et se menacer. Mais avec Trump à Washington, Israël n'avait plus besoin de hausser le ton face à Téhéran, le président républicain faisant office de garant de la sécurité de l'État hébreu. Mais depuis le départ de Trump, meilleur ami d'Israël à la Maison-Blanche depuis des décennies, les autorités israéliennes reprennent la main et montrent les dents aux Iraniens. Cette semaine, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a ainsi accusé l'Iran d'être à l'origine de l'explosion la semaine dernière sur un navire israélien en mer d'Oman et promis une riposte contre des intérêts iraniens «*partout dans la région*». Le MV Helios Ray, un bateau israélien transportant des véhicules, effectuait le trajet entre la ville saoudienne de Dammam et Singapour, au moment de l'explosion qui a eu lieu au large du sultanat d'Oman, selon Dryad Global, une société spécialisée dans la sécurité maritime. La mer d'Oman est située entre l'Iran et Oman, à la sortie du stratégique détroit d'Ormuz par lequel transite une grande partie du pétrole mondial et où opère une coalition dirigée par les États-Unis. «*Il est clair que c'est un acte iranien. Et pour ce qui est de ma riposte, vous connaissez ma politique. L'Iran est le plus grand ennemi d'Israël et je suis déterminé à l'arrêter et nous allons le frapper partout dans la région*», a déclaré Benyamin Netanyahu lors d'une interview à la radio. «*Plus important encore, l'Iran n'aura pas l'arme nucléaire que ce soit dans un accord ou sans accord. C'est ce que j'ai dit à mon ami, le Président Biden*», a ajouté le Chef du gouvernement israélien, actuellement en campagne pour les législatives du 23 mars. Il s'exprimait après des frappes nocturnes attribuées à Israël contre des éléments pro-iraniens en Syrie voisine. Samedi, le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, a évoqué l'hypothèse d'une attaque de l'Iran contre le bateau à l'heure où Téhéran tente, selon les autorités israéliennes, de faire monter la pression afin de négocier à son avantage avec Washington l'accord sur son programme nucléaire. Reste que pour le moment, à la grande satisfaction des Israéliens, une renégociation de cet accord est au point mort, les Iraniens, comme les Américains, se refusant à faire le premier pas malgré les encouragements des Européens. Joe Biden avait pourtant durant sa campagne présidentielle promis de revenir dans l'accord dès son arrivée à la Maison-Blanche, mais pour le moment rien de concret n'a été fait en ce sens, pas même la levée des lourdes sanctions américaines qui plombent totalement l'économie de la République islamique et asphyxient le peuple iranien.

F. M.

Irak

Le pays s'apprête à recevoir le pape

Deuxième vague de Covid-19, nouveau confinement, tirs de roquettes et infrastructures en ruines. En Irak, la visite du pape est un événement historique mais elle est aussi un casse-tête logistique.

«*Nous sommes ravis de la venue du pape François mais elle arrive à un moment assez compliqué*», avoue sans détour un des officiels chargés de l'organisation au sein de la Présidence irakienne.

Ce «*moment assez compliqué*» a débuté il y a quelques semaines avec un nouveau pic d'infections au coronavirus – 4 000 cas quotidiens contre quelques centaines auparavant. Et, parmi les nouveaux malades, figure... l'ambassadeur du Vatican à Baghdad, Miha Leskova. Cette augmentation fait craindre que les messes ne deviennent d'immenses foyers de contamination.

Le pape, comme les dizaines de journalistes et de responsables ecclésiastiques dans son avion, a été vacciné. Mais les quelque 40 millions d'Irakiens n'ont eux pas encore reçu la moindre dose.

Si la distanciation physique, les quatorzaines et le port du masque sont des options que les Irakiens dédaignent depuis des mois, les organisateurs de la visite papale ont fortement

limité le nombre de places pour les messes. Le stade d'Erbil (20 000 places) ne devrait accueillir qu'environ 4 000 fidèles pour la messe dominicale, selon des sources sur place. Et le pape sera privé des bains de foule qu'il affectionne habituellement.

Pour parer au pire, un confinement national sera décrété durant toute la visite papale, du vendredi 5 au lundi 8 mars, et «*les forces de sécurité seront déployées pour sécuriser les routes*», explique le vice-ministre des Affaires étrangères, Nizar Kheirallah.

À Baghdad, la deuxième capitale la plus peuplée du monde arabe avec environ 10 millions d'habitants, l'effervescence est tout de même palpable.

On polit les cloches des églises, on décroche les affiches de politiciens pour les remplacer par des messages de bienvenue au souverain pontife, le premier de l'histoire à visiter l'Irak, pays musulman à majorité chiite.

«*On a voulu régler quelques petites choses pour que notre ville historique, un symbole pour toute l'humanité, puisse accueillir le pape*», assure à l'AFP le maire de Baghdad, Alaa Maan.

Mais l'allégresse générale et les préparatifs ont du mal à faire oublier un contexte explosif et

un voyage aux ambitions débordantes. En trois jours, le pape argentin a prévu de parcourir plus de 1 445 kilomètres par les airs – ce qui signifie concrètement, dans un pays comme l'Irak, que son hélicoptère ou son avion survolera parfois des zones où se terrent encore des jihadistes du groupe État islamique (EI). Il sera notamment à Baghdad et Erbil (nord), deux villes où des roquettes ont visé tout récemment des intérêts américains. De quoi préoccuper policiers et soldats accompagnant le pape.

Quant à la célèbre «*papamobile*», la voiture semi-ouverte dans laquelle le pape peut prendre des bains de foule derrière des vitres blindées, a priori, elle ne sera pas du voyage.

Les autorités irakiennes prévoient malgré tout l'hypothèse et les habitants du Sud, rural et tribal, qui manifestent régulièrement pour réclamer de meilleures infrastructures, vont même bénéficier d'aménagements inespérés grâce à la venue du pape.

Dans la province de Zi Qar, où le pape visitera samedi l'antique Ur, des routes se construisent, asphaltées et peintes... comme aucune autre dans cette région ! Des pontons de bois, des tentures pour protéger du soleil, des parcours guidés ont même été installés sur le site.



CAN-2021 (U17)

L'EN affrontera la Zambie en amical au Maroc

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17) devrait affronter son homologue zambienne, mercredi 10 mars, en match amical prévu au Maroc, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 de la catégorie, programmée du 13 au 31 mars, a appris l'APS lundi auprès du directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne (FAF) Ameer Chafik. «Au lendemain de notre arrivée au Maroc prévue le 6 mars, nous allons défier lors du premier match amical la Côte d'Ivoire le 7 mars, avant de boucler notre préparation face à la Zambie, le 10 mars. Les négociations avec les Zambiens avancent bien», a indiqué le DTN. L'équipe nationale devait disputer une double confrontation amicale face à la Côte d'Ivoire, les 4 et 7 mars à Alger, avant qu'elle ne soit annulée «en raison de la suspension de tous les vols réguliers vers l'Algérie». Cette

décision a poussé la DTN à revoir le programme de préparation, en avançant le départ pour le Maroc du 9 au 6 mars. La Côte d'Ivoire et la Zambie sont logées dans le groupe «A» à la CAN-2021, en compagnie du Maroc (pays hôte) et de l'Ouganda. Le sélectionneur national Mohamed Lacete a fait appel à 28 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger, pour l'ultime stage préparatif, entamé dimanche au Centre technique national de Sidi Moussa, qui s'étalera jusqu'au départ pour le Maroc. Versée dans le groupe B, l'Algérie débute le tournoi le 14 mars face au Congo, avant de croiser le fer avec la Tanzanie (17 mars), puis la Nigeria (20 mars). L'unique participation de l'Algérie à la CAN des U17 date de 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sélectionneur Athmane Ibrir atteindre la finale, perdue face à la Gambie (3-1).

Sanctions de la LFP

Mohamed Heriat (ASAM) suspendu quatre matchs

LE MILIEU de terrain de l'AS Aïn M'ila, Heriat Mohamed, exclu pour «comportement antipartout envers officiel» lors de la défaite à domicile face au WA Tlemcen (3-0) samedi en championnat, a été suspendu de quatre matchs de suspension dont un avec sursis, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Heriat devra en outre s'acquiescer d'une amende de 40 000 DA. D'autre part, l'entraîneur-adjoint du MC Alger, Amrouche Lotfi, a été sanctionné d'un match de suspension ferme (interdiction de terrain et de vestiaires), plus 30 000 DA d'amende. La Commission de discipline de la LFP, réunie lundi, a infligé

également un match de suspension ferme et 30 000 DA d'amende au capitaine du MC Alger, Abderrahmane Hachoud, exclu pour cumul de cartons lors de la défaite face à la JS Kabylie (1-2). Trois autres joueurs, Mellel Ben Amar (MC Oran), Lakhdari Adel (US Biskra) et Kerroum Ahmed (JS Kabylie), exclus pour cumul de cartons, ont été sanctionnés d'une amende de 200 000 DA pour «non-respect du protocole sanitaire» et l'USM Bel-Abbès d'une amende de 50 000 DA pour «tableau d'affichage défectueux».

Sports mécaniques

Un Rally-Raid en octobre en Algérie

L'ALGÉRIE abritera au mois d'octobre prochain la première édition du Rallye-Raid dénommé «Algeria Eco-Race», qui marquera le début d'une collaboration entre la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) et l'organisateur Africa Eco-Race, a indiqué le directeur technique national (DTN), Farid Sendjakedine. «L'Algérie est, depuis un siècle, le berceau des Rallyes-Raid. Son immense désert doit naturellement être le pays d'accueil des plus grands rallyes du monde. Aujourd'hui, l'Algérie, consciente des richesses exceptionnelles de son patrimoine culturel et géographique avec notamment le Grand

Sahara, s'inscrit dans une logique d'ouverture à travers les sports mécaniques, dont le Rallye-Raid qui se veut être un vecteur majeur et exceptionnel», a déclaré Farid Sendjakedine. Selon le DTN de la FASM, «les préparatifs de ce rallye vont être entamés dans les jours à venir, en présence des représentants des deux co-organisateur». «Les dernières années, l'Algérie est redevenue une destination prisée des raiders du monde entier, avec l'organisation réussie de plusieurs Rallyes-Raid dans son désert aux vastes étendues et aux paysages variés», a relevé la même source.

Cyclisme/Championnats d'Afrique 2021 - Contre-la-montre «par équipes»

Les sélections algériennes arrêtées

LE STAFF technique national a arrêté la liste des coureurs qui représenteront l'Algérie au contre-la-montre «par équipes» des Championnats d'Afrique 2021, qui ont débuté hier en Egypte.

«Chez les juniors, le staff technique a choisi Salah-Eddine Cherki, Meroune Brenis, Khaled Mansouri et Abdelkrim Ferkous, alors que chez les seniors, le choix s'est porté sur Youcef Reguigui, Azeddine Lagab, Nassim Saïdi et Hamza Mansouri», a-t-on appris auprès de l'instance fédérale.

Au total, 16 cyclistes représentent l'Algérie à ces Championnats d'Afrique sur route, prévus du 2

au 6 mars au Caire, dont deux juniors (filles), à savoir, Nesrine Houili et Chahra Azzouz. Chez les juniors (garçons), et outre les quatre éléments sus cités, la sélection nationale compte parmi ses rangs le jeune Akram Belabisi, qui n'a pas été retenu pour le contre-la-montre «par équipes», mais qui, selon la même source, «devrait être présent au contre-la-montre individuel». Concernant les seniors, outre les quatre éléments sus cités, la sélection nationale compte parmi ses rangs Hamza Yacine, Ayoub Sahiri, Mohamed Amine N'hari, Abderraouf Bengayou, Oussama Cheblaoui, Lotfi Tchambaz et

Yacine Chalel.

Les épreuves du contre-la-montre, par équipes et individuel, seront suivies du Championnat d'Afrique sur piste, prévu du 11 au 14 mars, également en Egypte.

Coupe de la Confédération

ES Sétif-Orlando Pirates officiellement à Accra

■ L'ES Sétif, l'un des deux représentants algériens engagés en Coupe de la Confédération de football, recevra les Sud-africains d'Orlando Pirates le 10 mars au stade d'Accra (Ghana).



Les Sétifiens pourront maintenant se concentrer sur la préparation du match face au Ahly Benghazi

Par Mahfoud M.

Le match, qui devait se jouer au stade du 8-Mai-1945 de Sétif, a été délocalisé en raison des risques de contamination au variant sud-africain de coronavirus. L'Afrique du Sud traverse en effet une deuxième vague largement causée par un variant local, réputé plus contagieux. L'Entente, finaliste de l'épreuve en 2009, se déplacera ensuite deux fois de suite, d'abord en Libye pour donner la réplique au Ahly Benghazi, à l'occasion de la 2^e journée du groupe A (17

mars), avant de se rendre à Aba (Nigeria) pour défier Enyimba, en clôture de la phase aller des poules (4 avril). Les dirigeants de l'Entente ont multiplié les démarches pour recevoir dans un pays qui accepterait de les recevoir pour ce match, et faire donc abstraction des risques. Ainsi, des contacts ont été noués d'abord avec les Tanzaniens qui avaient reçu le CR Belouizdad pour son match face aux Sud-Africains des Mamelodies Sandows, mais ils ont aussi contacté des responsables soudanais pour espérer recevoir à Khartoum, sans succès, étant donné que ces derniers ont refusé. N'ayant pas

d'autre choix, ils se rabattront sur le Ghana qui a accepté de les recevoir. Les Sétifiens devront maintenant se préparer comme il se doit pour cette rencontre qui reste très importante pour eux. Ils restent décidés à débiter la phase des poules en force et décrocher donc les trois points qui leur permettront, ensuite, de bien négocier le reste de ce mini-championnat pour espérer décrocher la qualification aux quarts de finale de la Coupe de la CAF, qui est, avec le championnat local, les principaux objectifs du club sétifien cette saison.

M. M.

OGC Nice

Ursea attend beaucoup de Atal

L'ENTRAÎNEUR de l'OGC Nice (Ligue 1 française de football), Adrian Ursea, a indiqué lundi que le défenseur international algérien Youcef Atal, de retour à l'entraînement, pouvait postuler à une place dans le groupe, en vue de la réception de Nîmes Olympique mercredi (19h00), dans le cadre de la 24^e journée du championnat. «Dolberg, Atal et Lotomba postulent pour une place dans le groupe. Ils ont bien sûr continué à s'entraîner ce week-end et en ont profité pour parfaire leur condition physique», a indiqué le coach niçois en conférence de presse.

Eloigné des terrains depuis plus d'un mois en raison d'une blessure à la cuisse, Atal (24 ans) a repris l'entraînement mardi dernier. L'ancien joueur du Paradou AC (Ligue 1 algérienne) avait contracté une blessure à la cuisse lors de la victoire décrochée sur le terrain du RC Lens (1-0). Il avait ressenti des douleurs, quelques secondes après avoir signé le but de la victoire du pied gauche. Les examens avaient révélé une petite déchirure, alors que Atal était en passe de retrouver son meilleur niveau depuis quelques matchs et venait tout juste d'ouvrir son compteur cette saison.

Ligue 1 (16^e J)

CSC-NAHD programmé au stade Ben Abdelmalek

LE MATCH CS Constantine - NA Hussein-Dey, prévu initialement au stade Abed-Hamdani (El-Khroub), dans le cadre de la 16^e journée du championnat de Ligue 1 de football, a été délocalisé au stade Ben-Abdelmalek-Ramdane à Constantine, vendredi (15h00), a annoncé lundi la

Ligue de football professionnel (LFP). «La délocalisation a été décidée suite à la demande des autorités de la wilaya de Constantine pour des raisons d'ordre organisationnel (vestiaires, main courante, médias)», précise la LFP dans un communiqué publié sur son site officiel. Le

CSC a entamé la saison au stade Ben-Abdelmalek-Ramdane, avant de déménager au stade d'El-Khroub. Au terme de la 15^e journée, le CSC pointe à la 15^e place au classement avec 14 points, avec deux matchs en moins, à une longueur seulement du premier reléguable, l'US Biskra.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Transition énergétique

Création d'une fédération d'industriels spécialisée en énergies renouvelables

LE PRÉSIDENT de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), Abdelwahab Ziari, a annoncé, hier, la création d'une nouvelle Fédération des énergies renouvelables et de la transition énergétique. S'exprimant lors d'un point de presse, M. Ziari a indiqué que la création de cette nouvelle fédération par la Cipa visait à «adhérer aux efforts de l'Etat dans cette démarche nationale, en vue d'une transition souple vers les énergies renouvelables». Après avoir salué la teneur du Plan d'action du gouvernement, en ce qui concerne le programme de production de 4 000 mégawatts à l'horizon 2024 et de 15 000 mégawatts à l'horizon 2035, conformément aux orientations du président de la République qui a fait des énergies renouvelables une priorité, le président de la Cipa a estimé que «le pays a besoin de toutes les forces vives et initiatives, à l'effet de relancer ce programme». Pour ce qui est de la Fédération des énergies renouvelables et de la transition énergétique, M. Ziari a fait savoir qu'à la tête de cette nouvelle fédération, a été désigné Belkacem Haouche, choisi pour ses expertises et expériences sur le terrain en matière d'énergies renouvelables au niveau international. Dans son allocution, M. Haouche a indiqué que «l'Algérie est tenue

de se lancer rapidement dans les grands projets en matière des industries des énergies renouvelables, en ouvrant les portes de l'investissement aux grandes compagnies et sociétés étrangères détenant la technologie de pointe dans le domaine des énergies renouvelables». «L'Algérie doit être présente dans la bataille du marché régional des énergies renouvelables, faute de quoi elle en paiera le prix fort à l'horizon 2030, année où seules les énergies zéro carbone pourront être importées sur le marché européen», a-t-il prévenu. La nouvelle fédération aura pour missions d'ouvrir le débat sur la transition énergétique par l'organisation d'ateliers nationaux sur ce thème en y associant les citoyens à travers une stratégie nationale d'information visant à les sensibiliser à l'importance de la transition énergétique et de l'efficacité énergétique. Des rencontres et des conférences seront animées par des experts et des spécialistes dans le domaine de la transition énergétique pour favoriser l'échange d'expériences et d'expertise, a-t-il dit. La fédération lancera, par ailleurs, des recherches et des formations dans le domaine des énergies renouvelables pour permettre aux différents acteurs de prendre connaissance des dernières nouveautés dans ce domaine.

Amar G.

Béchar

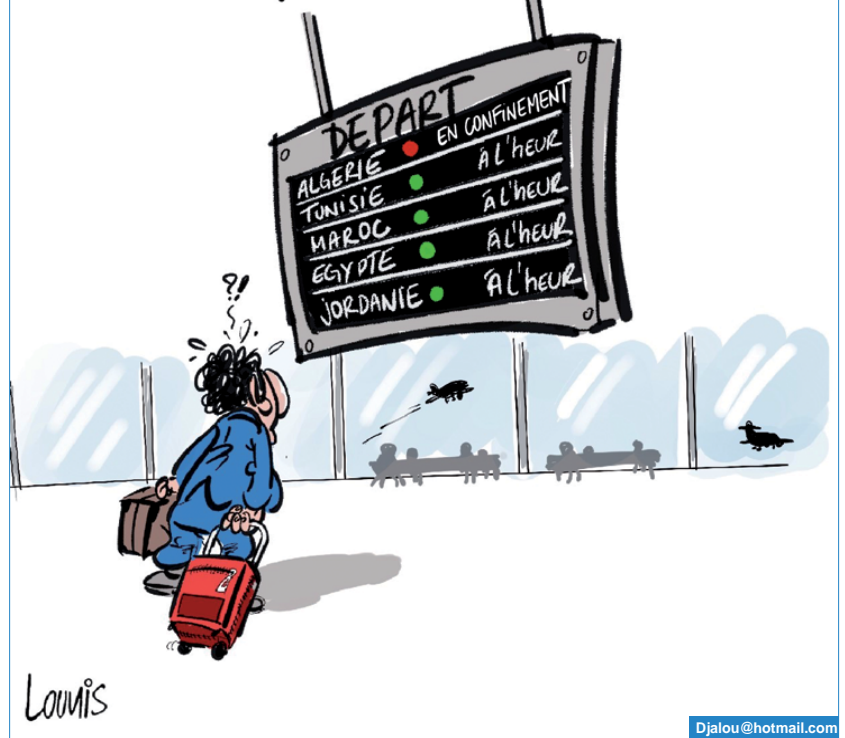
Enregistrement audio de chansons et musiques du patrimoine Korandji

UNE INITIATIVE d'enregistrement audio des chansons et musiques anciennes et contemporaines du patrimoine culturel Korandji sera exécutée prochainement par l'artiste Mustapha Makhloufi avec la contribution du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), a-t-on appris, hier, auprès de l'artiste à Béchar. «Le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, a, lors de sa récente visite de travail à Béchar, accueilli favorablement ma requête de prise en charge par cette instance de l'enregistrement audio des chansons anciennes et contemporaines du patrimoine culturel Korandji, un parler unique en Algérie, de l'oasis de Tabelballa (382 km au sud de Béchar)», a-t-il précisé. «Cette contribution du HCA est un important soutien à la préservation et la pérennisation d'un pan du patrimoine culturel national, de même qu'une consécration à mes recherches et travaux pour mettre en évidence le patrimoine musical Korandji», a souligné M. Makhloufi. «L'enregistrement audio des chansons Korandji, dans l'un des studios du pays, est une première dont le but et de faire connaître ce parler et l'expression artistique de Tabelballa, ma région natale», a-t-il ajouté. Le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazi-

ghité avait annoncé, dimanche dernier à Béchar, que son instance va inscrire le «Korandji» comme axe de recherche scientifique et académique. «Nous allons contribuer à la description de ce parler unique en Algérie avec la contribution des universités de Béchar et Adrar ainsi que d'une équipe de spécialistes nationaux dans ce domaine pour sa valorisation», a-t-il indiqué à l'occasion de cette visite de travail dans la région de Béchar. «Le Haut Commissariat à l'amazighité va également contacter la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de l'Enseignement supérieure et de la Recherche scientifique pour inscrire le Korandji comme axe de recherche au titre des Plans nationaux de recherches (PNR) et ceux de l'Académie africaine des langues (Acalan), ce parler reflétant la continuité naturelle spatio temporelle très peu étudiée entre l'Algérie et les régions subsahariennes sur des milliers d'années», a-t-il souligné. «Le vocabulaire Korandji, qui est un mélange de songhai (langue nilo-saharienne parlée dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest), d'arabe et de tamazight, doit être valorisé et préservé», avait expliqué M. Assad.

Ilham N.

L'Algérie suspend tous les vols De rapatriement en mars



Djalou@hotmail.com

Marche de la communauté universitaire à Béjaïa

Les revendications du hirak réitérées

■ La communauté universitaire de Béjaïa a repris hier le chemin de la protestation, dans le cadre du hirak populaire national.

Par H. Cherfa

ELLE a, à nouveau, investi la rue dans une première marche qui intervient après plusieurs mois de suspension en raison de la pandémie de coronavirus. Cette première action n'a pas connu une grande mobilisation, drainant plusieurs centaines d'étudiantes et étudiants. Ces derniers ont été soutenus par des enseignants et par la société civile qui a relativement rejoint la marche. Le coup d'envoi de la manifestation a été donné peu avant 10h à partir du campus Targa Ouzemour pour rallier ensuite la place Saïd-Mekbel, située à quelques centaines de mètres du siège de la wilaya. La communauté universitaire a réaffirmé son engagement à poursuivre la protestation jusqu'à «l'instauration d'un Etat démocratique et populaire, un Etat de droit, le respect de la volonté du peuple et la liberté». Les centaines d'étudiantes, étu-



dants et enseignants qui ont parcouru les rues de la ville ont réitéré les revendications du hirak populaire dont l'axe principal est le changement politique : «Siyada chaâbia, marhala intikalia», «Djazaïr horra démocratia», «Système dégage», ont-ils scandé, aussi des slogans hostiles au pouvoir et à une certaine classe politique. Des pancartes et ban-

deroles ont été arborées, résumant l'essentiel des revendications de la rue dont «une justice indépendante, la libération des détenus, une assemblée constituante...». Il faut noter que les étudiants ont commencé à s'auto-organiser et des appels ont même été lancés, hier, dans ce sens.

H. C.

Du 11 au 21 mars

14^e Festival national du théâtre professionnel à Alger

LE COMMISSARIAT du Festival national du théâtre professionnel (Fntp) annonce la tenue de sa 14^e édition du 11 au 21 mars au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) à Alger, avec un programme d'une vingtaine de représentations dont près de la moitié en compétition, ont annoncé, lundi, les organisateurs. Durant dix jours, neuf pièces de théâtre issues de différents théâtres régionaux se

disputeront le prix du meilleur spectacle accompli, mise en scène, scénario, rôle masculin, rôle féminin, scénographie, musique et le prix du jury, alors que de nombreux autres spectacles seront présentés hors compétition. Les organisateurs annoncent également la programmation de spectacles de rue et d'animations prévues à la place Mohamed-Touri. En marge de la compétition, le 14^e Fntp,

qui se déroulera dans le strict respect des mesures sanitaires préventives contre la pandémie de Covid-19, a également prévu des ateliers de formation et des conférences qui traiteront de thématiques en lien avec la pratique du 4^e art, une série d'homages aux figures du théâtre algérien et des séances de vente-dédicace de livres en présence de leurs auteurs.

Racim C.